

ESPRIT : MARS 1983

**HISTOIRE
DE LA DISSIDENCE**
par Jean Chiama
et Jean-François Soulet
Le Seuil

L'ouvrage nous offre une utile synthèse, écho de multiples voix, sur le phénomène dissident à l'Est depuis

1953 : cet essai historique entend comprendre la formation et l'évolution de ce mouvement, en partant du constat que même la presse occidentale la plus attentive à ce dernier ne l'évoque que pour couvrir un événement plus ou moins immédiat, non pour suivre son cheminement propre. Voilà justifiée la réponse au reproche inévitable et souvent fondé d'avoir écrit un livre de plus sur le sujet.

Cette « histoire » se présente avec un didactisme qui se veut tour à tour logique et chronologique :

— Logique, en recensant rigoureusement les diverses formes de dissidence : des plus manifestes ou ouvertes (grèves, lutte pour les droits humains...), aux plus discrètes voire intérieures (sabotage économique larvé, attitude religieuse...), sans craindre de répercuter des questions sur l'ambiguïté de certaines pratiques. Ainsi du véritable rôle, pour une contestation efficace, de l'utilisation de la fraude et de l'économie parallèle : si pour A. Besançon ce moyen permet à l'homme, dans une société totalitaire, de retrouver le goût d'une relation par l'échange hors des canaux officiels, en revanche I. Grosfeld et A. Smolar estiment qu'il aboutit le plus souvent à faciliter le fonctionnement de l'« économie première », cette « économie seconde » se révélant être un substitut appréciable à d'éventuelles réformes de fond du système¹.

Le recensement touche ensuite les sources de renseignement, pour mieux dégager les méthodes d'étude : ainsi, s'il ne faut pas négliger l'information officielle, comment la décrypter ; pour rétablir le fait désigné ? Les auteurs citent alors l'exposé lumineux d'A. Chmielewska, qui distingue trois strates dans celle-ci : la couche factuelle (le fait brut), la couche interprétative (la lecture qui en est faite par l'autorité), la couche émotionnelle (qui fait appel aux sentiments profonds de la population : antisémitisme, peur de la guerre...) (p.91).

— Mais le cœur de l'ouvrage réside essentiellement dans la description chronologique d'un « empire » traversé depuis la mort de Staline par des

mouvements plus ou moins souterrains. Une situation historique qui constituera un rappel utile à ceux qui oublieraient les révoltes ouvrières de Berlin-Est en 1953 ou l'insurrection hongroise écrasée en 1956...

On peut, vers la fin du livre, voir se dégager deux courants antagonistes : une montée de la revendication légaliste² (dès avant 1968), qui semble éclipser les contestations plus idéologiques et se déploie par l'utilisation des accords d'Helsinki ; à laquelle répond un raffinement de la répression, devenue psychiatrique, pourchassant ces nouveaux malades que sont les « paranoïaque du droit (p. 372 et suiv.) ». Cette constatation doit nous faire souvenir que ce retour du juridique contre l'Etat, récupéré, digéré, oublié peut-être déjà par les Occidentaux en mai de références solides, apparaît d'abord comme un moyen de lutte empirique à l'Est : nous n'avons pas à nous poser comme les nouveaux penseurs de ce phénomène ou tels les théoriciens d'un droit naturel retrouvé, mais cependant « new look », car il ne faut pas désespérer St-Germain.

Les auteurs concluent avec pessimisme à une crise de l'opposition à l'Est, symbolisée par les tiraillements polonais, images d'une « société entière en dissidence » (p. 461). Si le mythe du révisionnisme interne au parti est mort à Prague, celui du contrat avec le pouvoir en place a pris fin à Varsovie : crise économique, répression plus dure ou plus subtile menée par le policier Andropov, oublié à l'Est comme à l'Ouest des contestataires bannis à l'étranger, autant de facteurs de morosité.

Les auteurs concluent avec humilité en s'interrogeant sur les formes nouvelles que la dissidence pourrait prendre : moins légaliste, moins ouverte, elle se donnerait pour but d'agir plus au cœur du système³.

Marc Leboucher

2. En ce sens l'évolution du général Grogorenko, rapportée en p. 379.

3. Les auteurs évoquent en particulier la création en juillet 1981, à Moscou, du « Groupe d'initiative pour la démocratie populaire ».

1. Auteurs cités en p. 30 de l'ouvrage.